



A ROUEN
MANIFESTATION
RDV 14h30
Cours
Clemenceau

**AMENEZ VOS PANCARTES,
 VOS INSTRUMENTS DE MUSIQUE.
 A L'ISSUE DE LA MANIFESTATION DES STANDS, UN
 PODIUM...GOÛTER - APÉRO - ÉCHANGES...**

Nous revendiquons notamment :

- **Retrait du projet de réforme ferroviaire,**
- **Retrait de la réforme du baccalauréat et de l'accès à l'université.**
- **Défense des conventions collectives et des statuts, abrogation des lois Rebsamen, El Khomri et des ordonnances Macron.**
- **Interdiction des licenciements et des suppressions de postes.**
- **Augmentation générale des salaires, des traitements et des pensions.**
- **Une réelle égalité femmes/Hommes.**
- **Défense de notre système de retraite, défense des services publics.**
- **Retrait de la loi Collomb sur asile et immigration, Retrait de la loi sur le secret des affaires, de la loi sur la réforme de la justice.**
- **Non à la déqualification des viols de mineur.e.s**
- **L'arrêt de la criminalisation des actions syndicales, l'arrêt des violences policières**



Marée populaire pour l'égalité, la justice sociale, la solidarité

Un constat s'impose, Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salarié.es, introduction de la sélection à l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrant.es, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires... sans oublier une politique militariste au niveau international.

La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance.

Ce coup de force peut échouer, car les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journée nationale d'action, grèves, occupation d'universités, manifestations... Il appartient évidemment aux organisations syndicales de décider, avec les personnels concernés, de leurs formes d'action. Chacune d'entre elles a, *a priori*, des ressorts différents, mais au-delà de tel ou tel aspect, ce dont il est question concerne la nature même de la société dans laquelle nous voulons vivre. Voulons-nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement

des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, ou les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance, où la lutte contre les discriminations se réduit à des discours ? Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

Le gouvernement espère que ces mobilisations sectorielles restent isolées et qu'il pourra les défaire les unes après les autres en tenant bon, en les laissant s'épuiser ou en les réprimant. Affichant sa détermination, il espère ainsi nous décourager. Il se trompe, comme le montre la multiplication des collectifs citoyens en lien avec les salarié.es, les retraité.es et les étudiants ainsi que le succès de la solidarité aux grévistes, notamment à ceux de la SNCF. Il s'agit maintenant d'aller plus loin et, toutes et tous ensemble, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets.

Dans le respect de nos champs d'interventions respectifs, nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques pour construire et réussir ensemble un grand rendez-vous citoyen.

**Partout en France organisons
le samedi 26 mai une marée populaire
pour l'égalité, la justice sociale
et la solidarité.**